

La comparution de Julian Assange à Londres: la Grande-Bretagne organise un simulacre de procès sans foi ni loi

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2019

[wsws.org](#) 24 octobre 2019

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

L'audience de Julian Assange au tribunal de Westminster à Londres mardi était un procès spectacle odieux. Toute prétention selon laquelle il s'agissait d'une procédure judiciaire visant à faire respecter la loi et à respecter les droits de l'accusé a été abandonnée.

Assange, qui a défié les gouvernements les plus puissants en révélant à la population mondiale les crimes de guerre et la corruption, a semblé être émacié et tourmenté par ce qu'un expert reconnu des Nations Unies a qualifié de torture.

Craig Murray, ancien diplomate britannique et actuel défenseur des droits de l'homme, a écrit qu'il était «choqué de voir combien de poids mon ami a perdu, la vitesse à laquelle son crâne est devenu dégarni et l'apparition d'un vieillissement prématuré et extrêmement accéléré. Il boit sensiblement, quelque chose que je n'ai jamais vue auparavant. Depuis son arrestation, il a perdu plus de 15 kg».



Julian Assange [Credit:

AP Photo/Matt Dunham]

Murray a déclaré que «l'apparence physique d'Assange n'était pas aussi bouleversante que sa détérioration mentale. Lorsqu'on lui a demandé de donner son nom et sa date de naissance, il a visiblement eu de grandes difficultés pendant plusieurs secondes à s'en souvenir».

Murray a écrit dans une sérieuse mise en garde: «Tous les gens présents au tribunal hier ont

constaté que l'un des plus grands journalistes et dissidents de notre époque fait l'objet de torture à mort aux mains de l'État, sous nos propres yeux.»

En affichant tout le caractère vindicatif de l'élite dirigeante britannique, la juge Vanessa Baraitser n'a même pas tenté de dissimuler son hostilité envers Assange, son équipe d'avocats et ses partisans.

Baraitser a balayé d'une main les arguments des avocats d'Assange, qui auraient dû aboutir immédiatement à une affaire classée concernant les poursuites pour son extradition de la Grande-Bretagne vers les États-Unis et à sa mise en liberté. En effet les arguments ont révélé que les traités existants interdisent expressément l'extradition de la Grande-Bretagne aux États-Unis ayant trait aux infractions politiques, et que l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) a illégalement espionné Assange alors qu'il était protégé par l'asile politique dans l'ambassade de l'Équateur à Londres. La surveillance comprenait des enregistrements audio et vidéo des réunions confidentielles d'Assange et le vol de ses documents juridiques.

Loin d'être minutieusement surveillés par le tribunal, les hommes de main de la CIA dirigeaient pour ainsi dire toute la procédure, conseillant ouvertement les procureurs britanniques. Comme l'a écrit le journaliste d'investigation John Pilger, le tribunal «grouillait de responsables américains, leurs instructions évidentes faisant la loi».

Enfin, Baraitser a rejeté une demande de délai de trois mois pour l'audience d'extradition d'Assange en février. S'exprimant avec difficulté, Assange a déclaré: «Cette superpuissance a eu 10 ans pour se préparer à cette affaire [...] Je ne peux accéder à aucun de mes dossiers écrits [...] Ils ont un avantage injuste en ce qui concerne les documents [...] Ce qui se passe ici n'est pas équitable.»

Baraitser a déclaré avec mépris qu'Assange pourrait ultérieurement parler à ses avocats s'il ne comprenait pas la procédure. Ni le juge ni aucun autre représentant du système judiciaire britannique corrompu n'ont expliqué pourquoi il est actuellement détenu, essentiellement, en isolement cellulaire à la prison à sécurité maximale de Belmarsh, alors que sa peine d'emprisonnement a été purgée depuis septembre pour une infraction bidon liée à une liberté sous caution.

Ce pitoyable simulacre de procès n'a pas été sérieusement rapporté par aucune publication des grands médias dans le monde. Tous ont cherché à dissimuler ce qu'il révélait: que la vendetta américaine de neuf ans contre Assange est depuis le début une persécution politique illégale.

À chaque étape du processus, le *Guardian*, le *New York Times* et une multitude d'autres médias de la grande entreprise ont servi d'auxiliaires au gouvernement américain dans sa tentative de détruire le fondateur de WikiLeaks.

Ils ont incessamment promu la fausse enquête suédoise sur les allégations de conduite inappropriée de nature sexuelle contre Assange, qui constituait le fondement frauduleux de son arrestation par la police britannique en 2010 et qui l'avait contraint à demander l'asile à l'ambassade de l'Équateur en juin 2012.

Ces journalistes bien nantis ont affirmé qu'Assange «fuyait la justice». Ils ont dissimulé le fait qu'Assange n'avait jamais été inculpé de crime en Suède et qu'une des femmes

impliquées avait déclaré qu'elle avait été «forcée par la police» à déposer plainte. Les journalistes de la grande entreprise se moquaient de l'insistance d'Assange sur le fait que les allégations suédoises visaient à noircir son nom et à fournir une autre voie pour son extradition vers les États-Unis, après que WikiLeaks eut révélé des crimes de guerre commis par les États-Unis.

Tous les avertissements qu'avait lancés Assange ont été confirmés. On voit maintenant que la campagne pseudo-juridique dirigée contre lui et le coup monté suédois n'étaient qu'une fraude. Avant même d'être extradé vers les États-Unis, Assange doit faire face à un simulacre de procès sans foi ni loi en Grande-Bretagne.

Mais les publications de la grande entreprise n'ont pas modifié leur position. Le flot de calomnies s'est poursuivi, alors qu'elles cherchent à garder la population dans l'ignorance quant aux conséquences terribles de la persécution d'Assange.

De leur côté, d'innombrables organisations de la pseudo-gauche corrompue, du Socialist Workers Party britannique à la défunte International Socialist Organisation américaine, ont souscrit aux mensonges concoctés par la CIA qu'Assange devait répondre aux allégations suédoises. Du magazine *Jacobin* aux États-Unis à Socialist Alternative en Australie, ils ont gardé le silence sur la tentative d'assassinat au ralenti dirigé contre Assange tout au long de l'année. Jeremy Corbyn, le chef du Parti travailliste britannique, qui prétend parfois être socialiste, a refusé de défendre le fondateur de WikiLeaks.

L'affaire démontre à quel point chaque institution officielle est corrompue: des tribunaux aux médias en passant par l'*establishment* politique, y compris son aile de pseudo-gauche. Tous se dirigent vers l'autoritarisme sur fond de la plus profonde crise du capitalisme depuis les années 1930 et de la résurgence de la lutte des classes.

Assange ne sera libéré que par un mouvement politique de masse de la classe ouvrière: la base sociale de la défense des droits démocratiques. Dans le monde entier, des millions de travailleurs se lancent dans des luttes explosives, allant des 48.000 travailleurs de l'automobile américains en grève aux centaines de milliers de personnes qui manifestent au Chili et en Équateur.

Le *World Socialist Web Site* exhorte les travailleurs à se battre pour la liberté immédiate de tous les prisonniers de guerre de classes, y compris Assange et Chelsea Manning – la courageuse lanceuse d'alerte emprisonnée par le gouvernement Trump pour avoir refusé de se parjurer contre Assange.

Il y a environ 90 ans, le mouvement ouvrier socialiste a organisé une campagne de défense de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, victimes d'un coup monté par le gouvernement américain en raison de leur militantisme politique. Cette lutte, qui mobilisa des millions de travailleurs à l'échelle internationale, a joué un rôle déterminant dans la politique mondiale et s'est inscrite dans l'histoire comme l'une des plus grandes luttes contre la persécution étatique. L'affaire Assange est pour la génération actuelle ce que Sacco et Vanzetti étaient pour celle des années 1920.

La persécution du fondateur de WikiLeaks vise à créer un précédent pour la suppression de toute opposition au militarisme, à l'autoritarisme et à l'illégalité gouvernementale. Sa défense doit devenir le fer de lance d'une contre-offensive de la classe ouvrière pour tous ses droits sociaux et démocratiques et contre la guerre impérialiste.

Il n'y a pas de temps à perdre. L'avertissement de Craig Murray selon lequel «à moins que Julian ne soit libéré prochainement, il sera détruit» est un signal d'alarme pour tous les défenseurs des droits démocratiques: une campagne active pour la libération immédiate d'Assange doit être menée. Dans les banlieues ouvrières, les usines et les campus universitaires, tous les travailleurs et les jeunes doivent être informés de la situation critique d'Assange et mobilisés pour sa liberté, notamment par le biais de réunions, de campagnes et de rassemblements.

[Contactez-nous](#) aujourd'hui pour prendre part à cette lutte cruciale.

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWS, le 24 octobre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Oscar Grenfell](#), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Oscar Grenfell](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca